

COMMUNIQUE

LA SECU, ELLE EST A NOUS ! MAIS ILS EN FONT CE QU'ILS VEULENT

La CPAM de l'Essonne continue ses mauvais coups contre les assurés sociaux et ses salariés. C'est la déclinaison des politiques gouvernementales.

Après la fermeture du Centre de Santé Dentaire de JUVISY (CPAM) que FO 91 a combattue fin 2023, c'est celui de Corbeil Essonnes qui doit fermer à la fin de cette année. Pourtant, la fermeture de Juvisy devait bénéficier au centre de Corbeil. La patientèle se transférerait quasi-automatiquement.

Les Conseillers FO de la CPAM et les militants du syndicat FO CPAM 91 avait dénoncé cette vente et le montant de la vente des locaux et du matériel.

C'est un nouveau coup dur pour les salariés principalement les assistantes dentaires vont certainement être transférées dans le dernier CSD restant, à Étampes, quant aux dentistes...

Cette fois le directeur de la CPAM 91 ne nous a pas expliqué que les patients de Corbeil iraient sur Etampes, les chaises musicales n'avaient pas fonctionné précédemment.

Là encore, c'est une offre de service public de proximité qui disparaît.

« Pour aimer ses dents il faut de l'argent ! »

Le dernier recours pour les patients c'est de se tourner vers des cabinets privés qui pratiquent des honoraires très élevés pour certains actes.

La délégation FO au Conseil de la CPAM 91 n'a pas manqué de protester devant cette nouvelle attaque contre note Sécu et a interrogé la direction de la CPAM sur le devenir de la structure CPAM de Massy. Un accueil serait maintenu. Est-ce suffisant pour une ville de plus de 50 000 habitants qui fait partie d'une communauté de communes qui pense arriver à plus de 300 000 habitants ?

Pour FO, il faut renforcer les Services Publics et non les réduire comme annoncé par le Gouvernement.

Pas de secret, pour fonctionner il faut de l'argent, c'est pour cela que « Le CCN* dénonce les exonérations de cotisations sociales et leur remplacement par l'impôt qui atteignent un niveau record, exonérations sans condition et sans contrepartie, qui mettent en danger la Protection sociale privée ainsi de ses propres recettes. Le CCN exige le retour de ces moyens seuls garants du bon fonctionnement de la protection sociale et de la gestion paritaire de notre système de santé. Le CCN dénonce les projets qui voudraient faire payer les assurés sociaux en réformant les ALD (affections de longue durée) ou les indemnités journalières en stigmatisant les plus fragiles. »

Ça suffit, « **la Sécu, elle est à nous !** »

Des militants FO 91 ont diffusé largement devant la Gare d'Evry-Courcouronnes et le siège de la CPAM, un tract sur la défense de la Sécurité Sociale, dans le cadre de la campagne Octobre Rose.

*CCN : Comité Confédéral National.

Evry-Courcouronnes, le 08 octobre 2024

